



**MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Rouen, le 02/03/2022

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LES 27 MINISTRES CHARGÉS DE LA COHÉSION REAFFIRMENT LEUR ATTACHEMENT A LA POLITIQUE DE COHESION, POUR REPENDRE A L'URGENCE ET POUR PERMETTRE A TOUS LES TERRITOIRES DE L'UNION D'AFFRONTER LES DEFIS DE LONG TERME

La présidence française a réuni le 1er mars à Rouen, pour une réunion ministérielle informelle, les vingt-sept ministres européens en charge de la politique de cohésion, la Commissaire européenne Elisa Ferreira, le Président du Comité européen des régions Apóstolos Tzitzikóstas, le président de la commission du développement régional du Parlement européen Younous Omarjee et Stefano Palmieri, président de la section Union économique et monétaire et cohésion économique et sociale du Comité économique et social européen.

La politique de cohésion garante d'un développement équilibré des territoires de l'Union européenne

Durant cette réunion, les 27 États membres ont tout d'abord marqué leur attachement unanime aux valeurs de l'Union européenne. Ils ont marqué leur solidarité et leur unité face aux conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

La politique de cohésion économique, sociale et territoriale, dont l'objectif est de pallier les écarts de richesses entre les 242 régions de l'Union européenne, est le premier budget de l'Union pour 2021-2027 (392 milliards d'euros). Avec les milliers de projets qu'elle finance dans ces États membres, elle est une politique multisectorielle et de proximité, qui sait s'adapter aux spécificités de ces territoires en proposant des outils adaptés : qu'il soit urbain, rural, d'outre-mer, de montagne ou transfrontalier, chaque territoire fait l'objet d'une attention particulière pour répondre au mieux aux besoins des citoyens.

Les ministres ont rappelé l'importance de la politique européenne de cohésion, et souligné l'impact positif de cette politique dans la résorption des écarts de richesse entre pays de l'Union d'une part, l'anticipation des transformations dans les domaines liés aux transformations démographiques, climatiques ou encore numérique d'autre part. Ils se sont engagés à poursuivre la prise en compte des transitions majeures auxquelles font face les territoires, dans la définition de la future politique de cohésion, tout en s'assurant qu'elle apporte une réponse adaptée aux problématiques locales et aux défis spécifiques de certains territoires de l'Union.



Des inégalités persistantes dans un contexte de transitions majeures

Si le 8^{ème} rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne met en avant les progrès accomplis à l'échelle de l'Union en matière de développement régional, il souligne cependant des lacunes dans certains territoires. La note complémentaire de l'OCDE, présentée au cours de la réunion, complète ce constat, et apporte un éclairage sur les investissements publics à déployer pour faire face aux transitions majeures qui ont un impact sur les territoires. La question de l'adhésion au projet européen par les citoyens est, en outre, une condition de réussite de cette politique de proximité et est intrinsèquement liée aux disparités territoriales.

Enfin, la question de la prise en compte des conséquences dues au changement climatique, parfois insuffisante comme mis en lumière par le 8^{ème} rapport sur la cohésion, a amené les ministres à considérer l'importance à y accorder dans les financements futurs.

Des engagements à long terme en réponse à des enjeux mondiaux

La crise sanitaire et économique depuis 2020, a nécessité pour les politiques publiques de faire preuve de flexibilité. En apportant une réponse rapide, à la fois en termes de facilitation et de crédits supplémentaires, la politique de cohésion a su répondre à l'urgence. De même, pour faire face aux conséquences de la crise ukrainienne, en particulier pour les pays limitrophes qui font face à un afflux de réfugiés, plusieurs pays membres ont appelé à une flexibilité dans l'emploi des crédits européens.

A plus long terme et à l'échelle de l'Union, les 27 ministres en charge se sont engagés à maintenir les ambitions d'une politique tournée vers l'innovation, tout en approuvant l'accroissement du principe « de ne pas causer de préjudice important » dans ces investissements. Ils se sont accordés en outre, sur la capacité de cette politique européenne à apporter toujours plus de solutions de proximité, afin de garantir une meilleure prise en compte de la diversité des problématiques sociales et territoriales et pour permettre à tous les territoires, en particulier les plus fragiles, de bénéficier de l'expertise nécessaire pour accéder aux fonds européens.

[Retrouvez en ligne le communiqué de presse](#)

Contacts presse

Service presse de Jacqueline Gourault,

ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales



**MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Rouen, 02/03/2022

PRESS RELEASE

THE 27 MINISTERS RESPONSIBLE FOR COHESION REAFFIRM THEIR COMMITMENT TO THE COHESION POLICY, TO RESPOND TO THE EMERGENCY AND ALLOW ALL EUROPEAN UNION REGIONS TO ADDRESS LONG-TERM CHALLENGES

On 1 March 2022, in Rouen, the French Presidency of the Council of the EU held an informal ministerial meeting, bringing together: the 27 EU ministers responsible for cohesion policy; European Commissioner Elisa Ferreira; the President of the European Committee of the Regions, Apóstolos Tzitzikóstas; the Chair of the European Parliament Committee on Regional Development, Younous Omarjee; and the President of the Section for Economic and Monetary Union and Economic and Social Cohesion of the European Economic and Social Committee, Stefano Palmieri.

The cohesion policy ensures the balanced development of EU regions

During this meeting the 27 Member States started by emphasising their unanimous commitment to the values of the European Union. They expressed their solidarity and unity given the consequences of Russia's invasion of Ukraine.

The economic, social and territorial cohesion policy, which aims to bridge the wealth gaps between the 242 European Union regions, represents the greatest EU budget for 2021-2027, at €392 billion. Given the thousands of projects that it finances in Member States, the cohesion policy is multi-sectoral and local. It offers the appropriate tools to adapt to the specificities of each region – urban, rural, overseas, mountain and cross-border – in such a way as to best respond to citizens' needs.

The ministers reiterated the importance of the EU's cohesion policy and underlined the positive impact of this policy on closing the wealth gap between EU countries on the one hand and on the anticipation of transformations in areas tied to demographic, climate or digital transformations on the other hand. They committed to continuing to take account of the major transitions all of the EU faces in defining the future cohesion policy while ensuring that it provides a suitable response to local challenges and challenges specific to certain parts of the EU.



Persistent inequalities in a context of major transitions

While the Eighth Report on Economic, Social and Territorial Cohesion highlight the progress made at EU level regarding regional development, it nonetheless points out the gaps in certain territories. The OECD's supplementary note, presented during the meeting, supports this analysis, shedding light on the public investment required in order to tackle the major transitions that have an impact on these regions. Additionally, citizen support of the European project is a condition required for the success of this proximity policy, and is inextricably tied to regional disparities.

Lastly, the consideration of consequences linked to climate change was found to be occasionally inadequate, as revealed by the Eighth Report on cohesion. This prompted the ministers to consider the priority to give this issue in allocating future funding.

Long-term commitments in response to global challenges

The public health and economic crisis that began in 2020 has revealed a need for flexible public policies. In providing a swift response, both in terms of facilitation and additional funding, the cohesion policy was able to offer urgent solutions. Similarly, to respond to the consequences of the crisis in Ukraine, in particular for neighbouring countries seeing an influx of refugees, several Member States have called for flexibility with regard to the use of EU funding.

In the longer term and at EU level, the 27 responsible ministers committed to sustaining the ambitions of an innovation-oriented policy while expanding the application of the "do no significant harm" principle in these investments. They furthermore agreed on the capacity for this European policy to offer even more solutions for local communities, with the aim of better taking into account diverse regional and social issues and allowing all regions, in particular the most vulnerable, to benefit from the necessary expertise in order to access EU funding.

[View the press release online](#)

Press contacts

**Press office of Jacqueline Gourault,
French Minister for Territorial Cohesion and Relations with Local Government**

Tel.: 01 44 49 89 06 Email address: communication.jg@cohesion-territoires.gouv.fr

[Click here to unsubscribe](#)

